

Massa Critica

PACS

Juin 2005 / n° 13

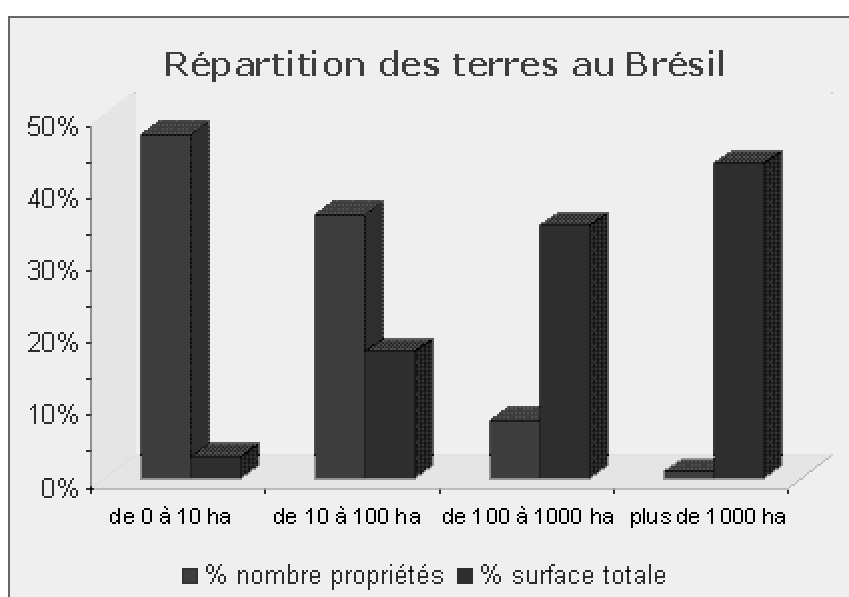
Un regard sur des faits de l'actualité nationale et internationale

Brésil: la réforme agraire qui ne vient pas!

Alain Simon*

Le Brésil est un des pays au monde connaissant le plus fort degré d'inégalité. La transformation de cette situation implique, entre autres, une réforme agraire substantielle. L'économie agraire brésilienne est basée sur de grandes propriétés depuis l'époque coloniale. La culture de la canne à sucre est restée longtemps au centre de la vie agraire et dépendait du travail des esclaves pour sa production. Par la suite, il y a eu le coton, le cacao, le caoutchouc, le café et finalement le soja, sans que change la structure des propriétés toujours concentrées dans bien peu de mains.

Dans un pays représentant une partie importante de l'Amérique Latine, 1% à peine des propriétaires terriens - les "fazendeiros" - possèdent plus de 43% des terres. A l'autre bout de l'échelle, 53% des paysans possèdent moins de 3% des surfaces cultivables, un chiffre auquel il faut ajouter 5 millions de familles de paysans sans terre, soit plus de 25 millions de personnes.



Source: <http://www.france-fdh.org/terra/>

La réforme agraire, serpent de mer de la vie politique brésilienne

L'idée de la réforme agraire est ancienne. Dès le tout début du XX^{ème} siècle, des mouvements de révolte paysanne éclatent dans l'ensemble du Brésil.

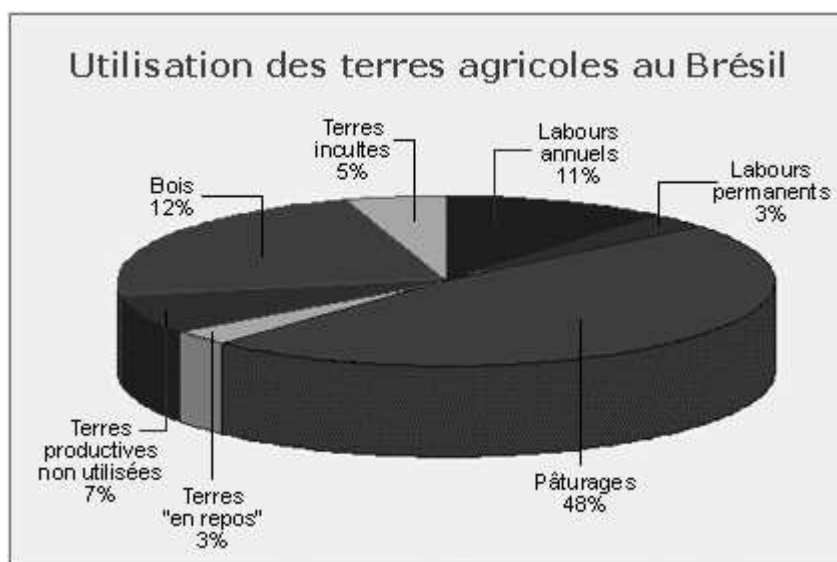
La réforme agraire, c'est à dire une volonté politique de distribuer plus équitablement les terres, devrait permettre d'offrir des solutions à une situation sans équivalent dans le monde: seules 14% des surfaces productives sont utilisées pour des fins agricoles (voir graphique ci-dessous)

Malgré tout ce que cela supposait de pertes pour les grands propriétaires fonciers, la réforme agraire a été inscrite dans la Constitution de 1946 et réaffirmée dans celle de 1988 : *" Il incombe à l'Union de s'approprier, par intérêt social, aux fins de la réforme agraire, le bien rural qui n'accomplit pas sa fonction sociale "* (Art. 184 de la Constitution brésilienne).

Des hommes politiques, des représentants des forces sociales et syndicales ont lutté pour une réforme profonde, afin de combattre une situation inique qui constitue un frein important au développement du pays.

De fait, la réforme agraire a été freinée par tous les gouvernements successifs. De 1964 à 1985, période du régime militaire, la loi n'est guère appliquée. De 1985 à 1995, le rythme des expropriations est faible.

En dépit des promesses officielles du Président Cardoso, plus de 800 000 familles (de 1995 à 2000) ont quitté les zones rurales à cause de la politique agricole du gouvernement fédéral. Les prix agricoles de base ont été maintenus à de très bas niveaux et les importations encouragées avec le plan Real. Ce dernier a assuré durant plusieurs années la parité du dollar et du real (le real survalorisé diminuait « artificiellement » le prix des biens importés).



Source: <http://www.france-fdh.org/terra/>

L'élan avorté de la réforme agraire du gouvernement Lula

Dès le discours inaugural du gouvernement Lula au début de l'année 2003, on considérait que la réforme agraire représentait une des priorités. A cette époque, le ministre du développement agraire, Miguel Rossetto affirmait : « *nous allons travailler avec cette conception stratégique qu'une réforme agraire ample et massive s'impose dans ce pays. Nous tenons à dire et voulons réaffirmer que pour nous, qui défendons un modèle de développement respectueux de notre peuple, de démocratisation de la propriété et des revenus, constructeur d'une autre perspective d'avenir d'inclusion, plus qu'un problème, la réforme agraire est une solution pour ce pays* ». Après plus de deux ans, ces attentes sont clairement déçues.

Les raisons pour la réalisation très partielle de cette réforme sont multiples. En premier lieu le gouvernement a priorisé le paiement de la dette. Pour payer la dette publique interne et externe, il a fallu déboursier près de 800 millions de dollars par semaine pour les seuls intérêts (en 2004, 2,6 milliards de reais par semaine et en 2005, 3,3 milliards de reais par semaine). Pour permettre le paiement de cette dette, l'exportation agricole est une pierre angulaire. Le total des exportations agricoles en 2004 a atteint US\$ 94,475 milliards.

D'autre part, les grands propriétaires, malgré leur nombre très limité, représentent une force de lobbying très puissante. On peut se demander si le gouvernement Lula a tenté d'éviter de se mettre dans une situation de désaccord avec cette force politique historiquement non négligeable. Leur pouvoir au parlement s'est manifesté par le choix d'un de leurs alliés comme Ministre de l'Agriculture du gouvernement Lula.

En 2003, le gouvernement du Parti des Travailleurs (PT) a fait des promesses quantifiées, mais pas révolutionnaires, de redistribution de la terre. En 2004, le gouvernement aurait du donner l'accès à la terre à 115 mil familles. Pour 75 mil d'entre elles la terre aurait du provenir d'expropriation pour la réalisation de la réforme agraire comme la Constitution le prévoit. De fait, le gouvernement a exproprié des terres pour seulement 25'000 familles, donc seul un tiers de la mesure prévue. Dans l'ensemble, près de 70'000 familles ont reçu de la terre ce qui correspond à un nombre plus faible de la moyenne réalisée par le gouvernement précédent.

Les mesures d'expropriation sont essentielles à la transformation sociale du pays et pour rationaliser la production d'aliments permettant de répondre à la demande interne. L'histoire économique montre que la réforme agraire a joué un rôle important en Europe dans la construction de sociétés moins injustes. Le Brésil, depuis la fin de l'esclavage (en 1888) jusqu'au début du XXI ème siècle, ne s'est jamais donné les moyens de réaliser cette réforme qui devrait permettre un développement plus harmonieux du pays. Il faut non seulement donner l'accès à la terre à ceux qui ne l'ont pas, mais aussi élever le nombre proportionnel de petites propriétés, ce qui augmenterait le pouvoir politique des petits paysans face aux grands propriétaires. Ce n'est pas par hasard que le MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre) a surgi dans le Sud du Brésil, une région où l'occupation est plus récente et où la structure foncière est bien plus égalitaire que dans le reste du pays¹.

¹ Dans certaines régions (par exemple le sud-ouest du Paraná), les propriétés d'agriculture familiale représentent 95% du total.

En 2004, le budget prévu pour la réforme agraire était de 2,3 milliards de reais (environ 850 millions de dollars), 98% de cette somme a été utilisée. En 2005, il était prévu initialement de consacrer 3,7 milliards de reais (environ 1,5 milliards de dollars) pour la réalisation de la réforme agraire. De fait, seul 1,7 milliard de reais a été autorisé. Des 115'000 mille familles prévues, seules 40'000 devraient pouvoir en bénéficier. Une des raisons principales de ce changement est lié à la volonté politique de réaliser un excédent budgétaire primaire de plus de 6% du PIB (Produit Intérieur Brut), pourcentage allant au-delà des montants fixés (4,25% du PIB) par les institutions multilatérales (FMI, Banque Mondiale) pourtant reconnue pour leur dureté dans le domaine fiscal. Ce choix revient à sacrifier le développement du pays pour payer le service de la dette (et satisfaire pleinement les marchés financiers). Il revient aussi à abandonner les priorités définies par le Parti des Travailleurs (PT) lorsqu'il était dans l'opposition.

La réaction des mouvements des travailleurs ruraux sans-terre

Le MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre) est le mouvement le plus visible et le plus connu, tant au Brésil que dans le monde, des mouvements sociaux luttant pour la question de la terre mais il est important d'indiquer qu'il n'est pas seul. On estime qu'il existe environ 70 organisations qui participent de campements et d'invasions de terre au Brésil. Parmi ceux-là, il y a des syndicats et des associations et pour le moins 27 mouvements autonomes de travailleurs/euses ruraux plus ou moins inspirés par le MST, on peut en indiquer 4 qui vont au-delà de l'action locale. Par ailleurs, on peut aussi mentionner l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) au Mexique et des mouvements de même nature en Bolivie, Equateur et Paraguay.

Le MST a été fondé en 1984, et il est actif dans 23 Etats et comprend 80'000 familles participant à des campements (en vue d'occupations) dans l'ensemble du Brésil. Le MLST (Mouvement de libération des sans-terre) créé en 1994 est présent dans un territoire plus restreint. Sa ligne politique se situe plus à gauche que le MST mais avec un objectif similaire : la révolution socialiste. Le MLT (Mouvement de lutte pour la terre) fondé en 1994 dans le sud de l'Etat de Bahia (lors de la crise du cacao) est aujourd'hui présent dans 4 Etats. Enfin, le MAST (Mouvement des agriculteurs sans-terre) est apparu en 1998 sous l'impulsion d'une centrale syndicale de droite (Social Démocratie Syndicale) et de dissidents du MST. Il est l'un des mouvements parmi les plus modérés.

Le MLST (Mouvement de libération des sans-terre) fait pression sur le gouvernement pour une révision du budget destiné à la réforme agraire. L'occupation d'immeubles du gouvernement (INCRA : Institut national de réforme agraire) ainsi que des manifestations bloquant des autoroutes dans le Nord du pays ont été une conséquence de l'absence de réponse du gouvernement aux revendications des travailleurs agricoles. Le MST a multiplié les occupations en avril 2005, ce sera le deuxième « avril rouge » du gouvernement Lula.

Une grande marche d'une quinzaine de jours comprenant une douzaine de milliers de participants est partie de Goiania le premier mai pour arriver à Brasilia le 16 mai 2005. Les médias (très majoritairement de droite au Brésil) n'ont pas réalisé une couverture médiatique correspondant à l'importance de cette initiative. Pourtant, plus de 10'000 personnes sur la route démontrent la force et la vitalité de ce mouvement.

L'année 2005 est la troisième du gouvernement Lula et la dernière avant de nouvelles élections. Dans ce contexte, les mouvements sociaux doivent se montrer revendicatifs aujourd'hui s'ils veulent obtenir des résultats avant les élections, mais les années électorales ne sont généralement pas celles des transformations de grande ampleur.

Des menaces pour l'équilibre écologique

En plus de laisser le peuple brésilien dans une situation de déficit alimentaire, le modèle de la monoculture produit encore d'autres effets négatifs. Selon une évaluation de « Articulação Soja », organisation regroupant des ONG et créée en 2003, parmi les plus gros problèmes liés à la monoculture, on peut citer la question de la contamination et la disparition des sources d'eau, une diminution de la bio-diversité et même de possibles changements micro-climatiques régionaux liés, entre autres, à la déforestation massive de la forêt amazonienne. Au Brésil, des régions abritant une forte diversité sont menacées, tel la Forêt Atlantique et le Cerrado.

Quelles solutions possibles ?

Les politiques d'incitation à l'agriculture familiale doivent être maintenues et renforcées. Une étude de la Fipe (Fondation Institut de recherches économiques) montre l'importance de l'agriculture familiale dans la création de richesses et cela bien au-delà de la propre auto-subsistance. L'agriculture familiale représentait en 2003 plus de 10% du PIB (Produit intérieur brut) et elle est en constante progression. De fait, l'agriculture familiale est stratégique pour le développement du pays tant pour l'emploi que pour les revenus mais aussi pour l'offre d'aliments qu'elle génère. Ce secteur produit plus de la moitié des aliments de base de la population brésilienne (84% du manioc, 67% du haricot sec, 58% du porc et du poulet, 49% du maïs, 31% du riz) ainsi qu'une part non négligeable des exportations (32% du soja, 25% du café, 49% du maïs).

Il est clair que le processus de distribution de la terre doit être amplifié si l'on désire modifier de manière profonde la structure sociale du pays. L'exemple du Venezuela démontre la très forte résistance des plus riches, ainsi que l'alliance de ceux-ci avec les USA lorsque leurs intérêts sont mis en danger. Une situation de confrontation qu'il semble difficile d'éviter.

Finalement, un des éléments importants pour la transformation du pays réside dans la capacité de travailler et de transformer le système éducatif. Le MST l'a bien compris puisque ce mouvement vient d'inaugurer une école entre São Paulo et Rio de Janeiro et réaffirme ainsi l'importance qu'il donne à ce thème. Les transnationales comprennent aussi l'importance de la formation. Monsanto (importante industrie du soja transgénique) fait des tentatives pour s'introduire dans le système public d'éducation. Cette entreprise a signé un contrat de partenariat avec une maison d'édition brésilienne pour diffuser du matériel d'information sur la responsabilité écologique et l'agriculture. En observant les orientations données aux maîtres d'école, on découvre la véritable intention de cette initiative : « écrivez au tableau – quels sont les aliments qui contiennent du soja ? Pour y répondre, vous pouvez utiliser le guide d'activités du projet **Soja, le grain qui a conquis le Brésil**. » Grâce aux pressions des mouvements sociaux cette initiative éducative a été annulée.

Sources :

- Agência Carta Maior- <http://agenciacartamaior.uol.com.br>
- Info Terra – Frère des Hommes – <http://www.france-fdh.org/terra>
- Journal « O Globo »
- Réseau d'information & de solidarité avec l'Amérique latine RISAL.
<http://www.risal.collectifs.net/>
- « Autres Brésils », <http://www.autresbresils.net/>
- Forum « Articulação Soja », <http://www.cebrac.org.br/forumnovo>
- « Os novos movimentos de classe : reflexões e interrogações sobre a organização política e sindical dos trabalhadores brasileiros », Jefferson Davidson Dias de Moura, UFRJ e Coordinateur national du mouvement « Terre, Travail et Liberté » (MTL)
- Fundação Instituto de Pesquisas Econômicas. www.fine.com.br

Massa Crítica est une publication du PACS – Institut de politiques alternatives pour le Cone sud. Elle est imprimée et distribuée par courriel. Cette publication peut être reproduite dans la mesure que la source soit citée (copyleft).

Endereço: Av. Rio Branco, 277 - sala 1609 - Centro - Rio de Janeiro/RJ
 CEP.: 20040-009 - Telefax: 55 21 2210-2124 - Caixa Postal: 7508 CEP: 20241-970

Sítio: <http://www.pacs.org.br/>

Título de Utilidade Pública Federal – Portaria nº 2.476, de 17 de dezembro de 2003 Diário Oficial da União de 18/12/2003. Inscrição nº 620 no Conselho Municipal de Assistência Social – CMAS, processo nº 08/015202/03, publicado no Diário Oficial do Município em 28/10/2003. Filiada a ABONG - Associação Brasileira de Organizações Não-Governamentais desde 1991



Qui sommes-nous?

Créé en 1986 à Rio de Janeiro le PACS est une organisation sans fins lucratives. Nous travaillons en réalisant un appui technique économique et social ainsi que par la mise en place d'activités éducatives avec les mouvements sociaux.

Objectif

Notre objectif est de contribuer pour l'auto-développement humain et pour la construction d'une opinion publique critique et créative qui soit capable de promouvoir l'implantation de politiques publiques transformatrices, participatives et techniquement compétentes que ce soit au niveau municipal, national ou encore global.

Méthodologie

En nous basant sur la méthodologie de la Praxis, nous travaillons avec des personnes et des organisations avec comme objectif de les renforcer individuellement et collectivement pour qu'ils deviennent des sujets de leur propre histoire et de leur auto-développement. Nous travaillons tant dans une dimension locale que globale.

Activités

Réaliser du travail de recherche, des analyses et des réflexions critiques. Produire des publications, des programmes de radio, du matériel audio-visuel. Elaborer des propositions, développer des politiques alternatives et des projets de développement. Offrir une assistance technique et du travail d'éducation en lien avec les mouvements sociaux, les mouvements écuméniques ainsi qu'avec les pouvoirs publics et encore bien d'autres. Participer à des réseaux régionaux et internationaux.

Les partenaires

Action de Carème (Suisse)
 Christian Aid (Royaume Uni)
 DKA (Autriche)
 E-Changer (Suisse)
 Ford Foundation (EUA)
 FPH (France)
 Instituto Marista de Solidariedade (Brésil)
 SCIAF (Ecosse)
 TRÓCAIRE (Irlande)